

Arrêté du Grand Conseil

Date de l'AGC: 28 mars 2017
No d'affaire: 2017.RRGR.9

Promotion du tourisme, contribution 2017 à la destination d'Interlaken pour la prospection du marché. Crédit d'objet

1 Objet

Contribution 2017 à la destination d'Interlaken pour la prospection du marché.

2 Part du produit

95 pour cent du produit prélevé dans la région de la destination.

3 Bases légales

- Loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP, RSB 620.0) : articles 47, 48 et 50
- Ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP, RSB 621.1) : articles 146, 147, 148 et 154
- Loi du 20 juin 2005 sur le développement du tourisme (LDT, RSB 935.211) : articles 5 et 28
- Ordonnance du 19 octobre 2005 sur le développement du tourisme (ODT, RSB 935.211.1) : article 2

4 Nature et qualification juridique de la dépense

Crédit d'engagement pour une dépense périodique. La part de la contribution dont l'attribution est prescrite par la LDT (75% du produit) représente une dépense liée (CHF 1,65 mio), la part restante une dépense nouvelle (CHF 0,43 mio).

5 Montant déterminant du crédit

95 pour cent du produit net de la taxe d'hébergement prélevée dans la région de la destination, mais au plus 2,08 millions de francs.

6 Nature du crédit / Compte / Groupe de produits / Exercice

Crédit d'engagement pluriannuel porté à la charge du groupe de produits 03.16.9800 Développement et surveillance économique. Paiements partiels durant l'exercice en cours, paiements finaux durant l'exercice suivant.

Ces dépenses couvertes par le Fonds du tourisme (compte 363500) sont inscrites au budget et au plan financier.



7 Référendum financier

Le présent arrêté est soumis à la votation populaire facultative et doit être publié dans la Feuille officielle du Jura bernois.

Berne, le 28 mars 2017

Au nom du Grand Conseil,
le président: *Reinhard*
le secrétaire général: *Trees*



Référendum facultatif en matière financière

Le vote populaire (référendum) peut être demandé au sujet du présent arrêté de dépenses adopté par le Grand Conseil pendant la session de mars 2017 (article 62, alinéa 1, lettre c de la Constitution cantonale).

Les articles 123 à 132 de la loi du 5 juin 2012 sur les droits politiques sont applicables à la collecte et au dépôt des signatures (au moins 10 000 personnes ayant le droit de vote en matière cantonale).

Début du délai référendaire:	12 avril 2017
Expiration du délai référendaire (dépôt des signatures auprès de la commune pour attestation)	12 juillet 2017
Dépôt des signatures attestées à la Chancellerie d'Etat	11 août 2017